

RAPPORT DE GESTION

I- CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

La pandémie de Covid-19 a provoqué la plus grave récession mondiale depuis des décennies. Bien que le bilan final soit encore incertain, la pandémie entraînera des contractions dans la plupart des marchés émergents et des économies en développement. Elle aura également des effets durables sur la productivité du travail et la production potentielle. Les priorités immédiates des pouvoirs publics sont d'atténuer les coûts humains ainsi que les pertes économiques à court terme. Après la crise, il s'agira de réaffirmer de manière crédible la volonté de prendre des mesures durables et de procéder aux réformes nécessaires pour renforcer les perspectives à long terme. La coordination et la coopération internationales seront essentielles.

La pandémie a produit une violente onde de choc à travers le monde, plongeant de nombreux pays dans une profonde récession. Dans le scénario de base, le PIB mondial diminuera de 5,2 % en 2020, ce qui représente la plus grave récession planétaire depuis des décennies. Le revenu par habitant diminuera cette année dans la plupart des marchés émergents et des économies en développement. La pandémie souligne l'urgente nécessité de prendre des mesures pour amortir le choc, protéger les populations vulnérables et améliorer la capacité des pays de faire face à d'éventuelles crises similaires à l'avenir. Il est également essentiel de relever les défis que posent le caractère informel de l'économie et le manque de filets de protection sociale, et d'engager des réformes qui permettent d'assurer une croissance vigoureuse et durable.

L'explosion des cas de Covid-19 et le large éventail de mesures prises pour enrayer la propagation du virus ont brutalement ralenti l'activité économique dans de nombreux marchés émergents et économies en développement. Les prévisions de croissance pour toutes les régions ont été fortement revues à la baisse. De nombreux pays ont limité les dégâts grâce à un vaste programme de soutien budgétaire et monétaire. Malgré ces mesures, le revenu par habitant devrait diminuer dans toutes les régions émergentes ou

en développement en 2020, ce qui replongera sans doute des millions de personnes dans la pauvreté :

Asie de l'Est et Pacifique : La croissance dans la région devrait chuter à 0,5 % en 2020, soit le taux le plus faible enregistré depuis 1967, en raison des perturbations causées par la pandémie ;

Europe et Asie centrale : L'économie régionale devrait se contracter de 4,7 % cette année, tandis que la quasi-totalité des pays entreront en récession ;

Amérique latine et Caraïbes : Les chocs causés par la pandémie entraîneront une contraction de 7,2 % de l'activité économique régionale en 2020 ;

Moyen-Orient et Afrique du Nord : L'activité économique dans la région devrait se contracter de 4,2 % sous l'effet de la pandémie et de l'évolution du marché du pétrole ;

Asie du Sud : L'activité économique dans la région devrait se contracter de 2,7 % en 2020, dans un contexte où les mesures de lutte contre la pandémie entravent la consommation et le secteur des services, tandis que les incertitudes pesant sur l'évolution sanitaire paralysent l'investissement privé.

Afrique subsaharienne : L'activité économique de la région devrait se contracter de 2,8 % en 2020, accusant une récession sans précédent.

L'environnement économique national

Le Fonds monétaire international (FMI) vient de réviser ses prévisions de croissance économique 2020 pour le Bénin. L'institution a indiqué que la croissance économique du pays devrait se chiffrer à 3,2% cette année, soit moins de la moitié de celle de l'année 2019 estimée à près de 7%.

Selon le FMI, cette baisse sera due aux effets combinés de l'actuelle pandémie de covid-19 et de la fermeture prolongée des frontières terrestres avec le Nigeria. « Les restrictions imposées par le COVID-19 sur l'activité domestique, la baisse substantielle de la demande extérieure et les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement » devraient contribuer fortement à faire décélérer une croissance qui depuis quelques années, était sur une courbe ascendante grâce notamment aux exportations de coton, dont le pays est l'un des principaux producteurs en Afrique de l'Ouest.

Cette situation devrait entraîner une baisse des recettes attendues pour l'année en cours. Avec l'augmentation des dépenses de santé et des mesures de soutien à l'économie en pleine pandémie, qui devrait coûter au pays 1,7%

de son PIB selon le FMI, on assisterait à un élargissement du déficit budgétaire désormais attendu à 3,5% du PIB. C'est plus que les 2,3% estimés pour l'année 2019, et plus que la norme régionale de 3% fixée par les pays de l'UEMOA.

« Les autorités sont en train de mobiliser des financements supplémentaires auprès du FMI et d'autres partenaires internationaux pour financer cette hausse du déficit budgétaire. Alors que la dette publique devrait atteindre 43,3 pour cent du PIB en 2020, les autorités restent pleinement dédiées à l'objectif de soutenabilité budgétaire ancré dans une baisse constante du ratio de la dette publique sur le PIB à moyen terme, à mesure que la crise s'atténue » ajoute le FMI.

II- LE SECTEUR BANCAIRE BENINOIS ET LA CONCURRENCE A FIN JUIN 2020

A fin décembre 2019, le total bilan des banques de la place se chiffrait à **FCFA 3 796 472 millions** contre **FCFA 4 127 302 millions** à fin juin 2020, soit une hausse de **8,71%**. UBA Benin occupait la neuvième place de ce classement avec un total bilan de **FCFA 261 635 millions** et une part de marché de **6,3%**.

A fin décembre 2019, le total emploi des banques de la place se chiffrait à **FCFA 1 842 208 millions** contre **FCFA 1 876 811 millions** à fin juin 2020, soit une hausse de **1,88%**. UBA Benin occupait la neuvième place de ce classement en volume avec **FCFA 79 997 millions** et une part de marché de **4,3%**.

A fin décembre 2019, le total ressource des banques de la place se chiffrait à **FCFA 2 535 138 millions** contre **FCFA 2 688 969 millions** à fin juin 2020, soit une hausse de **6,07%**. UBA Benin occupait la cinquième place de ce classement avec **FCFA 204 243 millions** et une part de marché de **7,6%**.

III- L'ACTIVITE DE LA BANQUE

1- Le Bilan

BILAN

Destiné à la publication

ETAT :

BENIN
L2L0L2L0L0L6L L3L0L
Date d'arrêté

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN
-B L0L0L6L7L
CIB

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2019	30/06/2020
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	3 552	12 441
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	97 913	153 643
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	43 759	7 582
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	68 358	79 997
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	3 080	3 257
9	COMPTES DE REGULARISATION	157	380
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	361	361
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
12	PRETS SUBORDONNES	-	-
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24	19
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 077	3 955
	TOTAL DE L'ACTIF	221 281	261 635

BILAN

Destiné à la publication

ETAT :

BENIN
L2L0L2L0L0L6L L3L0L
Date d'arrêté

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN
-B L0L0L6L7L
CIB

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2019	30/06/2020
1	BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	35 918	30 398
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	153 654	199 239
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	2 790	2 020
6	COMPTES DE REGULARISATION	3 130	2 778
7	PROVISIONS	1 599	1 646
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	24 190	25 554
10	CAPITAL SOUSCRIT	19 600	19 600
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	-	-
12	RESERVES	2 687	2 772
13	ECARTS DE REEVALUATION	1 334	1 334
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	- 2 072	483
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 641	1 365
	TOTAL DU PASSIF	221 281	261 635

HORS BILAN

Destiné à la publication

ETAT :

BENIN
L2L0L2L0L0L6L L3L0L
Date d'arrêté

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FOR AFRICA BENIN

-B L0L0L6L7L
CIB

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2019	30/06/2020
	ENGAGEMENTS DONNES		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	2 762	6 247
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	ENGAGEMENTS RECUS		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	51 676	15 427
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

1- Le Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Destiné à la publication

ETAT :

BENIN
L2L0L0L0L0L6L L3L0L
Date d'arrêté

ETABLISSEMENT : UNITED BANK FC

L B L0L0L6L7L
CIB

en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		30/06/2019	30/06/2020
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	6 438	6 089
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 690	2 522
3	REVENUS DES TTTRES A REVENU VARIABLE	9	0
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	33 156	54 416
5	COMMISSIONS (CHARGES)	31 356	52 564
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE	0	0
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	204	395
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0
10	PRODUIT NET BANCAIRE	5 761	5 814
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	4 099	3 889
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES	233	229
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 429	1 696
15	COUT DU RISQUE	29	-251
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	1 458	1 445
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	4
18	RESULTAT AVANT IMPOT	1 458	1 449
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	55	84
	RESULTAT NET	1 403	1 365

Perspectives pour le second semestre 2020

Le premier semestre de l'exercice 2020, s'est soldé par un bénéfice de FCFA 1 365 millions. Afin d'atteindre les objectifs fixés par le Conseil d'Administration, la stratégie de la Banque pour le second semestre 2020 est axée sur :

- l'atténuation de l'effet du COVID-19 sur la banque notamment au niveau de la baisse de l'activité et de la détérioration du portefeuille ;

- le renforcement de sa position en tête de l'activité de banque électronique, pour impulser une réelle transformation de la Banque, tout en maîtrisant les risques liés.

- L'amélioration de la qualité de service, avec l'objectif constant de la satisfaction du Client qui doit être la préoccupation première de tous agents, à toutes les positions.

- Le renforcement de l'activité de banque de détail, pour un accompagnement effectif des PME et PMI et ce à travers la mise à disposition de Prêts Programmes répondant aux attentes du marché ;

- Un effort soutenu de mobilisation des ressources en vue d'accroître sensiblement la part de marché de la Banque ;

- L'amélioration sensible des conditions de travail du personnel.

L'objectif à moyen terme de la Banque étant de se classer parmi les trois premières banques du secteur bancaire béninois.